



Boisclair:
un « beau risque »
peu glorieux?, p.3



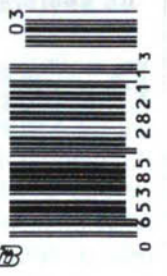
La Presse:
l'indétrônable putain
de la rue St-Jacques, p.4



Le double enfermement
d'Abdelkader Belaouini, p.8

Le Couac

Un drôle d'oiseau



Vol. 10 • n° 03 et 04 Décembre 2006 / Janvier 2007 3,50\$

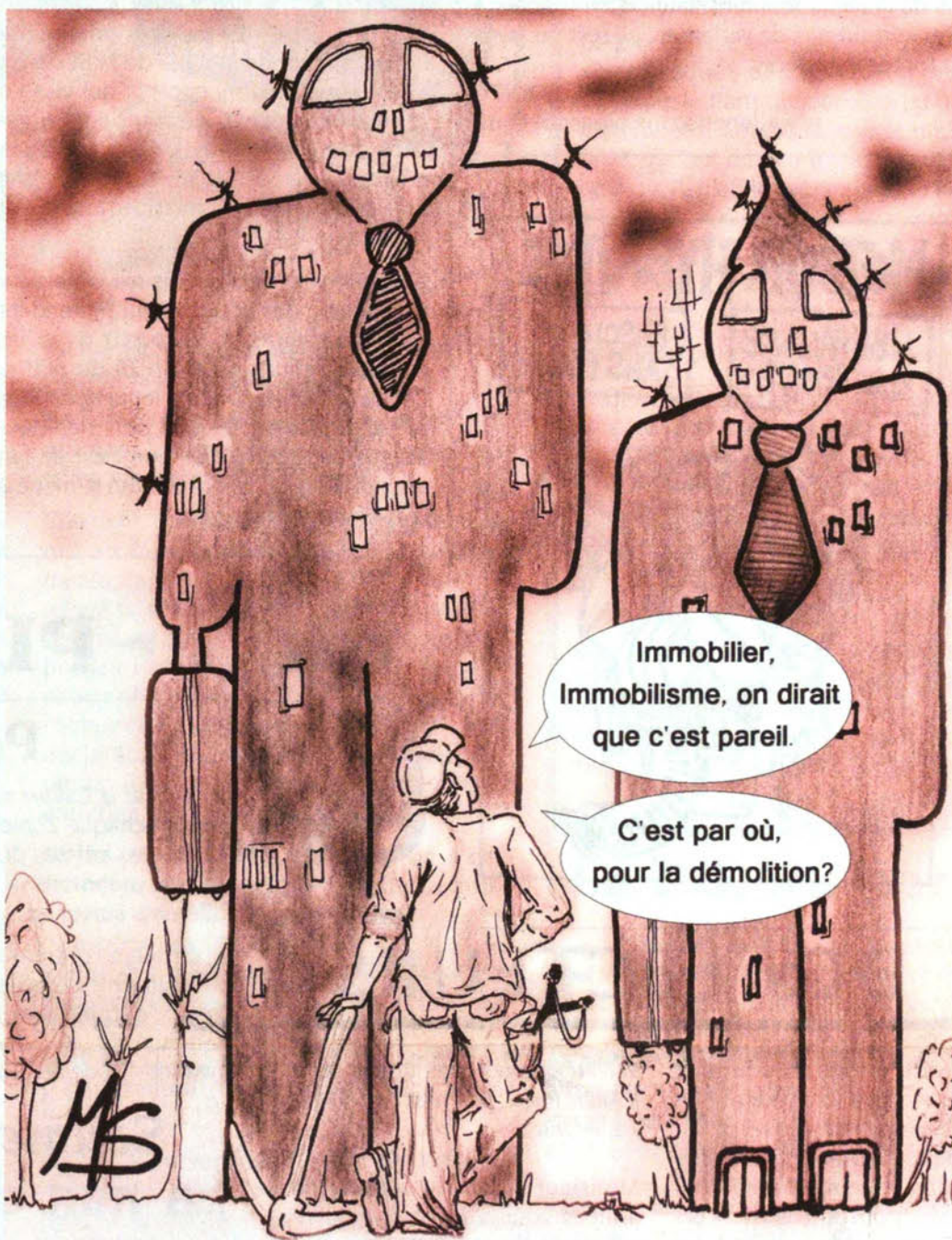
L'immobilisme Ce mal qui nous ronge

LINSTITUT DE DÉVELOPPEMENT URBAIN DU QUÉBEC (IDU) est heureux de vous présenter cette conférence sur un sujet chaud qui nous touche beaucoup dans notre industrie: l'immobilisme. [...] Alors que les citoyens sont souvent interpellés et brandissent le pas-dans-ma-cour, alors que le gouvernement refuse de simplifier les procédures d'approbation des projets, les promoteurs immobiliers doivent pourtant continuer de réaliser leurs projets afin de rentabiliser leurs investissements tout en composant le plus efficacement possible avec cette nouvelle dynamique socio-économique qu'est l'opposition et l'immobilisme.»

C'est ainsi qu'a débuté la conférence Immobilier vs. Immobilisme, le 14 novembre dernier dans un chic hôtel montréalais. Lors de ce petit-déjeuner à 130\$, d'influents personnages sont venus conseiller des promoteurs immobiliers fort intéressés à faire passer leurs projets. La

L'information est un concept malléable

Le Couac a demandé d'être accrédité comme média pour cette conférence. L'IDU a refusé. Nous ne faisons pas partie de leur « stratégie communicationnelle » et nous devons donc payer les frais d'inscription pour y assister. « Nous avons déjà des partenariats avec certains médias et ceux-là ont été invités. Vous n'en faites pas partie ». Ah! Bon. Le droit du public à l'information, vous en faite quoi?, qu'on leur a demandé. Pas de réponse. Finalement, seule La Presse a parlé de l'événement le lendemain.



chose plus fondamentale que juste écouter l'opinion des parties prenantes et offrir quelques ajustements mineurs aux projets. Le problème, c'est que les promoteurs, la plupart du temps, sont des étrangers à la communauté qu'ils cherchent à « développer ». [Voir à ce sujet l'encadré « Un promoteur exemplaire »]

Vedette du matin, le surabondant, surexposé et surestimé Alain Dubuc est venu donner son humble opinion.

Comme troisième conseil, Dubuc leur a vanté le combat: « L'ouverture, ce n'est pas de la passivité, c'est une autre façon de faire les choses, mais qui doit reposer sur une agressivité nécessaire, parce que sinon il n'y aurait pas de progrès. » Les promoteurs représentent « la majorité silencieuse » favorable aux grands projets: clients, employés et bénéficiaires potentiels. Ils doivent donc parler fort et beaucoup, parce « qu'en général les préoccupations de développement sont majoritaires chez les Québécois et que cela vaut la peine qu'on les défende ». Preux chevaliers, debout! Aux armes! À la défense de la Richesse contre l'Opposition illégitime. En effet, cette dernière « exprime souvent des projets politiques, des agendas politiques, et dans ce cas-là ce ne sont pas des débats entre des promoteurs et des citoyens, mais plutôt des visions différentes de la société qui s'affrontent. Et quand on a un débat politique, il est normal qu'on mette ses

présidente de la Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ) est venue résumer son étude sur l'échec des gros projets de développement (le Suroît et le casino, ben sûr)¹. Vedette du matin, le surabondant, surexposé et surestimé Alain Dubuc est venu donner son humble opinion. Une consultante en « approche systémique de construction de consensus » est venue se têter une job en présentant sa méthode de lubrification sociale. Finalement, le maire de l'arrondissement Ville-Marie, Benoît Labonté, a fait le politicien et n'a rien dit de significatif.

Une chose semble certaine: ça se propage. Selon le sondage de la FCCQ, 66% des Québécois et 75% de la communauté d'affaires sont totalement ou plutôt d'accord avec cette « vision des choses »: « Depuis quelque temps différentes personnes ont déploré publiquement le fait que le Québec souffrirait d'immobilisme, c'est-à-dire que plusieurs grands projets qui auraient été bons pour le Québec ont été bloqués ou retardés sans raisons valables. Êtes-vous totalement d'accord, plutôt d'accord, plutôt en désaccord ou totalement en désaccord avec cette vision des choses? »

Ce matin-là, c'est quand même Alain Dubuc, délégué de Power Corp., qui aura le plus longuement défini l'immobilisme. Selon lui, le phénomène repose essentiellement sur la multiplication des processus démocratiques et la résistance au changement: « de façon générale, on peut le dire sans exagérer, on est devenu une

société où les prises de décision sont difficiles, où les choix sont laborieux. Parce que les débats sont plus lourds qu'autrefois, parce que les processus démocratiques sont plus présents et parce qu'il y a une grande résistance au changement. »² De plus, « les gens sont plus éduqués, ils sont habitués à participer et ils n'acceptent plus aussi facilement les solutions et les vérités des autres. »

Selon lui, la création de richesse doit être un « objectif fondamental », parce que notre province est « pauvre en investisseurs » et que nous devons absolument favoriser les grands projets privés, publics et PPP, « qui créent un effet d'entraînement ». Montréal et le Québec doivent sortir du « cercle vicieux » du manque de vision et de courage. En cela il reprend un autre résultat du sondage de la FCCQ: 43% de la population indique comme cause de l'immobilisme le manque de volonté politique. Dans le cas du Suroît et du Casino, pour reprendre ces exemples, exercer de « la volonté politique » aurait donc voulu dire aller à l'encontre de l'opinion d'à peu près tout le monde.

Pour conseiller le troupeau de promoteurs, Dubuc leur propose sa stratégie des 3C: comprendre, composer et combattre. Les promoteurs doivent comprendre qu'ils ne sont pas ici dans la société idéale: « je crois que le Québec vit une situation particulière. Nous avons des valeurs qui nous sont propres qui font entre autres qu'au Québec, si on compare avec le reste de l'Amérique du nord, il y a une méfiance certaine envers les activités du secteur

Un promoteur exemplaire

Prenons l'exemple du groupe El-Ad, groupe israélien qui investit partout. Il achète l'Hôtel Plaza à New York et veut le transformer en condos. Tout le monde chiâle. C'est normal, il vient toucher un bien culturel important. El-Ad investit aussi à Montréal. Il est propriétaire du Village Olympique et de quelques autres bâtiments, notamment l'ancienne usine Northern Electric à Pointe-Saint-Charles. El-Ad voudrait construire un paquet de clapiers de luxe sur les jardins et les pelouses du Village olympique. Y'a jamais personne d'El-Ad qui a vécu ne serait-ce qu'une journée complète à cet endroit et ils veulent le transformer en profondeur. C'est normal que les résidents des alentours ne soient pas d'accord de perdre toute leur verdure et voir augmenter drastiquement la densité de population. La situation est semblable à Pointe-Saint-Charles: le groupe veut transformer un bâtiment industriel et construire autour de 1500 condos, dont 150 dits « abordables ». Un centre commercial, des stationnements et un parc semi-privé viennent avec ça. La Pointe compte 6000 logements, plus ou moins 13 000 personnes. On rajouterait avec ce projet 20% de plus, soit autour de 2500 personnes des classes aisées qui viendraient s'établir assez subitement dans le quartier. C'est du colonialisme. Et ils pensent s'en tirer en « consultant les parties prenantes ».

privé. [...] Quand on parle de promoteur, en parlant, il y a une connotation critique. » Les promoteurs doivent aussi réaliser que le Québec a évolué, qu'il « est normal que [...] les gens qui sont affectés par les projets veuillent s'exprimer et aient leur mot à dire et expriment leurs inquiétudes. » Merci, Alain, d'informer tes disciples à propos de la démocratisation.

Composer signifie accepter les nouvelles règles du jeu, accepter le « développement durable » et prendre l'opinion de « toutes les parties prenantes, pas seulement les actionnaires ». Ça c'est quand même pas mal comme conseil. Mais il y a une chose qu'ils ne semblent pas comprendre. Une

culottes et qu'on défende notre vision de la société. » Voilà: c'est politique. Nous ça fait longtemps qu'on a compris ça! Maintenant tout le monde est au courant: c'est une lutte politique contre l'autoritarisme et le colonialisme du pouvoir financier.

M. CONFIT DE CANARD FIGÉ DE LA POINTE

¹ L'été dernier, la FCCQ a fait réaliser un sondage et une étude sur l'immobilisme. Naturellement, les résultats disent que ça va mal pour notre prospérité. Les documents sont disponibles sur leur site: www.fccq.ca

² Les citations sont tirées de l'enregistrement audio de la conférence.

Véridique

La chambre des députés a refusé au président du Mexique l'autorisation de partir en voyage officiel au Vietnam et en Australie, estimant que la gravité de la situation à Oaxaca requerrait sa présence dans le pays. Un député de son propre parti s'est demandé non sans humour: « Pourquoi veut-il aller au Vietnam, puisqu'il a le sien ici? »



Médias

Un homme se balade dans Central Park à New York. Soudain, il voit un pitbull attaquer une petite fille. Il se précipite, attrape le chien et finit par le tuer, sauvant ainsi la gamine. Un policier qui a vu la scène arrive et lui dit: « Vous êtes un héros. Demain, tout le monde pourra lire à la une des journaux: »Un courageux New-yorkais a sauvé la vie d'une enfant. » L'homme répond: « Mais... je ne suis pas de New York! » -Eh bien, on lira: »Un courageux Américain sauve une petite fille... » -Mais... je ne suis pas Américain! -Et qu'est ce que vous êtes alors? -Je suis Pakistanaï. Et le lendemain, les journaux titrent: »Un extrémiste islamiste massacre un chien américain sous les yeux horrifiés d'une petite fille. »



Milton Friedman et sa recette

PREUVE QUE LES MEILLEURS PARTENT TOUJOURS EN PREMIER, après John Kenneth Galbraith décédé en avril dernier, voilà qu'un autre économiste qui a marqué – et marque encore – le vingtième siècle, Milton Friedman, le pape du désengagement de l'Etat et du néolibéralisme [et l'artisan de ce qu'il appellera le Miracle chilien sous Pinochet...], s'éteint à l'âge de 94 ans. En espérant qu'il emportera ses idées avec lui. Pour ceux qui ne connaissent pas Milton Friedman, notons simplement qu'il fut, au cours des cinquante dernières années, le promoteur officiel de LA RECETTE. Les gouvernements de Reagan, Thatcher, Bush, Mulroney, Bouchard, Charest et j'en passe, se chargeront de la cuisiner.

Recette néolibérale

- Trois tasses de retrait de l'État
- Plusieurs grosses cuillerées de dérégulation du travail
- Une once de démocratie, mais pas trop, surtout si les gouvernements élus appliquent la recette. Dans le cas contraire, mieux vaut ne pas ajouter cet ingrédient.

À proscrire: toute barrière à la liberté de commerce.

Pour un plat encore mieux réussi, la recette recommande de s'appropriier le plus possible le bien commun et de s'assurer, en le brevetant, qu'on ne puisse vous l'enlever.

Derniers conseils: 1) Prière de respecter le droit de propriété en tout temps, et ce, même si cela fait en sorte que des millions de sidéens meurent, faute d'avoir accès à des médicaments à bon marché. 2) N'essayer surtout pas de variantes. La recette, sans aucune modification, peut être appliquée à toutes les sauces.

M. POINTU

(www.leperiscope.blogspot.com)

Brutalité policière : l'impunité perdue

LES POLICIERS DE LA VILLE DE MONTRÉAL ont décidément la matraque et le pistolet qui les démangent. Le 4 novembre dernier, était rendue publique la décision du coroner James Rondeau chargé d'étudier les circonstances ayant entouré la mort de Mohamed Anas Bennis, le 1^{er} décembre 2005 tôt le matin, dans le quartier Côte-des-Neiges. Un agent du SPVM avait tiré sur le jeune homme de 25 ans parce que Bennis se serait jeté sur lui avec un couteau et l'aurait poignardé au cou et à la jambe. Le verdict du coroner vient de tomber : « Une étude exhaustive de la preuve n'a pas permis de conclure à la commission d'une infraction criminelle. En conséquence, aucune accusation criminelle ne sera déposée. »

Tout ceci est arrivé pendant une opération conjointe de la GRC, de la SQ et du SPVM appelée *Glory* (sic!) et qui visait à retracer un réseau de fraudeurs algériens. Alors, Mohamed qui sortait d'une mosquée et portait un turban et une djellabah, c'était particulièrement louche...

La famille de Anas Bennis n'a jamais cru à la version des policiers qui prétendent que Mohamed se baladait avec un couteau de cuisine à 7 h 20 du matin. On n'a jamais répondu à leurs questions et l'affaire demeure des plus nébuleuses. Ils sont persuadés que c'est en fait un simple profilage racial qui a mené à la mort de Mohamed¹.

Plus récemment, dans un autre quartier de l'île de Montréal, à Westmount, ce sont des manifestants contre l'expérimentation sur les animaux qui se sont fait allègrement matraquer par des policiers. Leur crime? Celui d'avoir déambulé devant la demeure de dirigeants d'entreprises faisant affaire avec HLS (Huntingdon Life Sciences), laboratoire qui tue des centaines d'animaux par jour pour tester des produits de nettoyage, des cosmétiques, etc. Il faut dire que c'était dimanche, le 26 novembre dernier, et que dans ces quartiers cossus, on n'aime guère être dérangé, encore moins durant la fin de semaine. Il ne fait pas bon protester à Westmount où, on s'en souvient, le 1^{er} mai 2000, les policiers avaient procédé à une arrestation de masse.

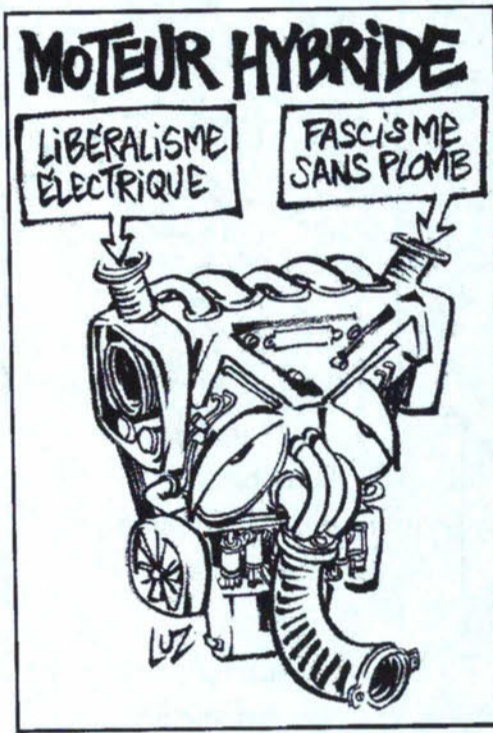
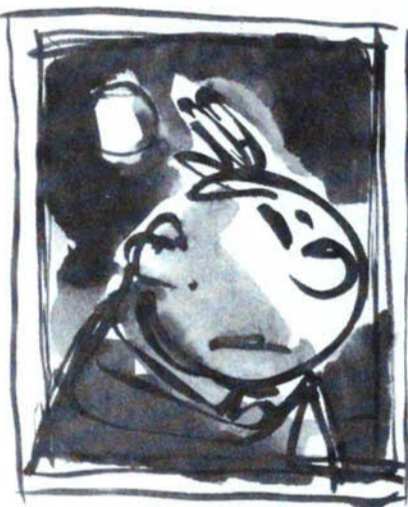
Si on excepte les manifestations-monstres, familiales et très médiatisées, comme celle pour le Parc Orford ou contre la guerre d'Israël au Liban, les citoyens qui descendent dans la rue courent inévitablement le risque de se faire tabasser. Le message de la police est clair : « Restez chez vous et fermez vos gueules ! » Il est de notre devoir de répondre tout aussi clairement en descendant d'autant plus nombreux dans les rues!

ISABELLE BAEZ

(1). Pour plus d'informations, consultez les adresses suivantes : http://www.lereporter.ma/article.php?id_article=186
<http://www.cmaq.net/fr/node/26019>

Party reporté

Berlusconi n'a eu qu'un malaise cardiaque.



COURRIER DES LECTEURS

Monsieur Pratte, vous ne dites pas la vérité

Monsieur André Pratte, éditorialiste en chef, *La Presse*

Dans votre éditorial du 12 novembre dernier, vous avez écrit : « Dans nos pages Forum, nous nous faisons un point d'honneur d'accueillir toutes les opinions ».

Je veux témoigner que cette assertion est complètement fautive, tout au moins dans mon cas, et probablement dans celui de plusieurs autres lecteurs de votre journal qui ont des idées progressistes semblables aux miennes. Depuis quelques années, je vous ai fait parvenir de nombreux textes pour publication dans vos pages d'opinion. Vous ne m'en avez publié qu'un seul... qui était critique envers le Parti québécois. Probablement parce que cela faisait votre affaire.

La plupart de mes textes traitaient de la réforme du mode de scrutin au Québec, une question qui m'intéresse depuis mes études en science politique à l'Université Laval au début des années soixante. Ma thèse de maîtrise a porté en partie là-dessus. J'ai aussi publié un livre sur le sujet et, sans être un expert, je peux me vanter de connaître passablement le dossier.

Avant votre arrivée à l'éditorial, il est arrivé que *La Presse* publie quelques-uns de mes textes. Mais depuis votre arrivée, plus rien. Dans votre récent éditorial vous avez pourtant écrit : « Les pages Forum offriront encore à nos lecteurs l'éventail le plus large possible d'opinions. L'en profite pour encourager à nous écrire tous ceux qui veulent faire valoir leurs idées qu'elles soient de gauche ou de droite. »

Quel culot! Ne vous souvenez-vous pas de l'échange que nous avons eu privé, en janvier 2005, alors que vous n'aviez publié que des textes favorables à l'avant-projet de loi libéral sur la réforme du mode de scrutin déposée le 15 décembre 2004. J'ai insisté pour que vous publiez le mien qui le critiquait, mais vous avez carrément refusé. Un appel à votre éditeur, M. Guy Crevier, n'a rien donné; ce dernier n'ayant même pas accusé réception de ma plainte. Depuis lors, j'ai continué à envoyer des textes régulièrement. Mais pas un n'a été publié même amputé.

Vous ne vous surprenez donc pas que je sois d'accord avec l'analyste politique Michel Vastel qui a écrit dans sa chronique du 11 novembre dans *Le Journal de Montréal* : « Au plan politique, libéral et fédéraliste, *La Presse* ne rejetait aucune idéologie. Mais depuis que les pages d'opinion

ont été placées sous la direction d'André Pratte. *La Presse* rejette, bannit, méprise »

Monsieur Pratte, il y a quelques années vous avez écrit un livre où vous donniez des leçons d'éthique aux politiciens. Vous auriez intérêt à suivre les règles que vous avez alors édictées, car votre crédibilité et celle de Gesca, dont vous êtes le porte-voix, sont à leur plus bas de ce temps-ci. À cause de vous et d'une couple d'autres de vos collègues, vos pages éditoriales ont de moins en moins d'influence. Les gens voient clair. Ils se rendent de plus en plus compte de votre manège éhonté pour défendre les intérêts de la classe privilégiée à laquelle appartiennent vos maîtres.

En conclusion, monsieur Pratte, je réitère que vous ne dites pas la vérité et, si je n'étais pas poli, je dirais que vous mentez!

Paul Cliche

PLOGUES

Parole libre

Les *Elles de la Culture* sont heureuses de vous présenter « Parole libre » à chaque 2^e mercredi du mois à compter du 13 décembre à 19h. Des artistes provenant de différents secteurs culturels et sociaux prendront la parole et échangeront avec le public sur différents sujets qui les touchent.

La deuxième présentation de cette année sociale et politique se poursuit avec « Parole libre à René Boulanger ». Il lira un extrait de son dernier livre intitulé « Trois petits chats » publié chez VLB. Au café Les Utopistes, 2316, Mont-Royal Est. Entrée : 10 \$. www.lesellesdelaculture.com

Soumettez un projet à La nuit de la philosophie

La nuit de la philosophie est un événement d'une durée de 24h entièrement libre et gratuit et qui propose plus de cent activités liées à la philosophie. Présentez-y un projet!



Cette année, *La nuit de la philosophie* aura lieu au pavillon Judith-Jasmin de l'UQAM de 10h le samedi 24 mars jusqu'à 10h le dimanche 25 mars. Donc, votre activité

peut-être présentée à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit, nous avons des cases horaires de libres pendant 24h.

Vous avez jusqu'au 1^{er} février pour soumettre un projet en ligne. Pourquoi attendre? Visitez notre site : www.nuitdelaphilo.com.

Pour l'équipe de *La nuit de la philosophie*, la philosophie est entendue au sens très large du terme. Toute activité proposant une réflexion critique sur le monde sera considérée comme valable pour *La nuit de la philosophie*.

Abonnement : Spécial des Fêtes!

Par téléphone : (514) 596-1017

Par la poste : **Le Couac**

CP. 222 Succ. D, MONTRÉAL (Québec) H3K 3G5

Adressez votre chèque à : **Le Couac**

Pratique : Cette année, donnez un cadeau qui revient tous les mois.

Négligent : Quoi? Vous avez encore des amis à qui vous n'avez pas fait découvrir *Le Couac*?

Militant : En ces temps de concentration de la presse, encourager la presse indépendante est l'un des gestes les plus subversifs qui soit...

Mais notre meilleur argument est encore qu'à **25\$ pour 11 numéros par année** (au lieu de 35 \$), notre Spécial des Fêtes fait un maudit beau cadeau!

Pour les tarifs de groupe, institutionnel et à l'étranger voir le www.lecouac.org.



Nom _____

Adresse _____

Code postal _____ Téléphone _____

Courriel _____

Le Couac

c.p. 222 succ. D, Montréal, Québec, H3K 3G5
Téléphone : (514) 596-1017



Vous voulez collaborer au *Couac*? Vous pouvez nous faire parvenir vos textes (max. 700 mots)/dessins/photomontages par courriel, via notre site Internet : www.lecouac.org.

Fondé en 1997 par Pierre de Bellefeuille et Jean-François Nadeau
« Vice-président à l'information et éditeur adjoint » : David Ledoyen

Co-Rédacteurs en chef : Bruno Dubuc, David Ledoyen, Simon Tremblay-Pepin

Collaborateurs : Isabelle Baez, Normand Baillargeon, Pierre de Bellefeuille, M. Confit de Canard, Claude G. Charron, Paul Cliche, Francis Dupuis-Déri, Clode de Guise, Gaspard Hanska, M. Pointu, Michel Rioux, Chantal Santerre, Marco Silvestro, Valentin Tardi, Ti-Pou, Pierre Vadeboncoeur, Ramon Vitesse.

Illustrations et photos : Bobidoche, Boris, Charb, Luc Giard, Serge Ferrand, Serge Mercier, Neves, Jane Tremblay, Marco Silvestro, Ramon Vitesse.

Graphisme : France Mercier

Imprimé par : les travailleurs et travailleuses syndiqué-es de Payette et Simms inc.

Distribué par : Messageries de Presse Benjamin Inc.

Nous remercions chaleureusement *Charlie Hebdo* pour sa collaboration.

Abonnement et publicité : (514) 596-1017

ISSN 1480-2074 • N° de publication (Poste Canada) 1213369

Imprimé au Québec

Les ménés et les requins

JE CONNAIS UNE JEUNE FEMME MONOPARENTALE avec deux jeunes enfants à sa charge qui doit représenter un danger pour la société...

Elle doit être proche de la mafia italienne, me suis-je dit. Ou bien elle a ses entrées chez les Hells Angels. Ou, mieux encore, elle siège aux conseils d'administration de grandes banques ou de fonds de placement, Norbourg genre.

Je m'étais convaincu de la chose en voyant s'acharner sur elle un digne représentant de Revenu Québec, qui a consacré plusieurs jours, sinon plusieurs semaines, à scruter ses déclarations d'impôts des trois dernières années afin d'y trouver, j'en étais sûr, matière à scandale sinon à poursuites.

Le scandale est ailleurs.

Les revenus nets de cette femme s'établissent en effet à 12 743,47 \$ pour l'année 2003, à 13 252,78 \$ pour l'année 2004 et à 12 974,32 \$ pour l'année 2005. Vous me direz que Nicola Rizzuto a déclaré des revenus de 25 000 \$ l'année dernière, tout en abritant dans son garage une Jaguar et une Mercedes. Peut-être. Un bon administrateur, sans doute.

Comment alors expliquer que Revenu Québec, dont on peut penser qu'il pourrait avoir dans sa mire de véritables requins, s'acharne ainsi sur du menu fretin?

Je me souviens m'être réjoui, il y a deux ans, quand le gouvernement avait annoncé son intention de mener la lutte aux fraudeurs. *Le Journal de Montréal* avait même titré: « Québec s'arme contre l'évasion fiscale ». 198 fonctionnaires prenaient les choses en main. Le sous-ministre annonçait une récolte de 300 millions \$ pour les deux années suivantes.

Le ministre du Revenu expliquait le programme de la façon suivante: « C'est le cas, par exemple, de notre programme Indice de richesse anormalement élevé. Nous prenons les moyens nécessaires pour que les contribuables, qui possèdent des biens dont la valeur est anormalement élevée par rapport aux revenus qu'ils déclarent, s'acquittent correctement de leur dû. Par exemple, on peut demander à un contribuable d'expliquer sa situation financière s'il possède une propriété évaluée à 380 000 \$ ainsi qu'une voiture de 45 000 \$ et qu'il déclare un revenu familial de 30 000 \$ ».

On aurait dû agir avant pour empêcher, par exemple, le transfert de 2 milliards \$ aux USA par la famille Irving sans payer d'impôt au Canada, ou bien pour couper la route des Bahamas aux bateaux de Paul

Martin, m'étais-je dit. Comme on trouve beaucoup de requins dans ces eaux glauques, on serait désormais équipés pour en attraper plusieurs. « S'il est impossible de prouver l'origine criminelle de leurs revenus, on pourra au moins réclamer de l'impôt sur l'argent



qui leur passe entre les mains», avait ajouté le sous-ministre Albert.

En fait, ce sont les ménés, pas les requins, qui sont aujourd'hui pourchassés. Mais revenons à notre jeune femme.

Elle tient, comme d'autres, une garderie en milieu familial. Comme les gouvernements, tant péquiste que libéral, leur ont refusé la syndicalisation, elles sont considérées comme des travailleuses autonomes et une partie de leurs revenus provient des frais d'opération qu'elles réclament au moment de remplir leur déclaration de revenus: bouffe pour les petits, électricité, chauffage, assurances, entretien, etc.

Or, la jeune femme en question s'est retrouvée monoparentale. Si elle ne conservait pas la petite maison payée quelques années plus tôt 102 000 \$, impossible de faire vivre les deux enfants. Les parents de la jeune femme l'aident donc financièrement à racheter la part de son ex. Des parents qui lui donnent régulièrement un coup de pouce, côté finance.

Qu'en déduisent les limiers de Revenu Québec? Qu'elle vit au-dessus de ses moyens et doit avoir des revenus autres que ceux tirés de sa garderie. Et de réclamer une pièce justificative pour toutes les entrées de fonds dans son compte depuis trois ans. Elle a passé plus d'un mois à tenter de retracer l'origine des centaines de transactions apparaissant à son relevé bancaire. Vous vous voyez expliquer l'origine d'un dépôt de 46,50 \$ effectué le 9 janvier 2003? Au secours, Kafka! Vincent Lacroix n'est pas l'objet d'autant d'attention.

« Selon que vous serez puissant ou misérable, les jugements de cour vous rendront blanc ou noir. » C'était il y a trois siècles. C'était hier.

MICHEL RIOUX

Boisclair, un « beau risque » ?

DEPUIS L'ÉLECTION D'ANDRÉ BOISCLAIR COMME CHEF DU PARTI QUÉBÉCOIS, des militants déçus ont mis ses capacités en doute, craignant qu'il n'adhère pas vraiment aux positions adoptées par le dernier congrès. D'autres ont répliqué: « taisez-vous, c'est maintenant lui, le chef, passons à autre chose, préparons les élections! » C'était aussi mon avis, sauf que...

Sauf qu'il faut respecter le droit de chacun de réagir à des déclarations mal inspirées ou mal fondées. Ainsi, je m'oppose aux appels que Boisclair a lancés en faveur d'un « beau risque » mal défini, à part des allusions à René Lévesque. Boisclair a lancé ces appels lors de la commémoration, à Québec, du trentième anniversaire de la victoire du 15 novembre 1976, grâce à laquelle Lévesque a formé son premier gouvernement.

Boisclair a d'abord exhorté les militants à faire preuve de courage et de détermination, à l'exemple du « beau risque » de Lévesque en 1984. Plus tard, devant un millier de personnes réunies dans un théâtre de la capitale, il a proposé au Canada de reprendre le « beau risque » qu'aurait représenté en 1987 l'accord dit du lac Meech, qui devait échouer trois ans plus tard.

Le problème, c'est que Boisclair a une curieuse conception de ce que fut le « beau risque » de Lévesque. Il prétend que c'est grâce aux événements de 1984 que le Parti québécois a pu organiser le référendum de 1995. Or ce lien n'existe pas. Lévesque, usé et malade, a démissionné en 1985 et, aux élections qui ont eu lieu quelques mois plus tard, le Parti québécois a perdu le pouvoir. Il allait le reprendre en 1994, avec Jacques Parizeau comme chef, qui a fait table rase des procrastinations des années 1980.

Non seulement le lien que Boisclair imagine entre 1984 et 1995 n'existe pas, mais le « beau risque », contrairement à ce qu'il semble croire, n'avait rien de glorieux. Lévesque, bien sûr, était un grand homme, mais les grands hommes commettent parfois des erreurs.

À Ottawa, Mulroney avait remplacé Trudeau. Il était plus « parlable », mais cela ne favorisait nullement la cause indépendantiste. Alors, dans l'espoir d'arracher quelques concessions constitutionnelles – un objectif totalement fédéraliste – Lévesque entendait interdire aux candidats péquistes aux élections qui approchaient de parler de souveraineté. Ce n'était ni approprié ni courageux. De la part du fondateur du Parti québécois, c'était plutôt un mauvais calcul, pour ne pas dire une trahison.

Douze députés péquistes, y compris cinq ministres, ont alors démissionné ou traversé le parquet de l'Assemblée pour siéger dans l'opposition. Une crise de cette ampleur est un phénomène très rare. Il y a de quoi dégoûter du « beau risque ». Si Boisclair maintient sa déformation de l'histoire récente, on pourra croire qu'il représente lui-même, au mieux, un « beau risque ».

PIERRE DE BELLEFEUILLE

Le PQ, un parti à deux étages

EN PASSANT À LA TRAPPE LA RÉOLUTION que les militants du conseil national venaient d'adopter en faveur de la nationalisation de l'industrie éolienne, en fin de semaine, le chef André Boisclair confirmait une fois de plus le fait que le Parti québécois fonctionne comme une formation politique à deux étages. Au premier étage se trouvent les militants et les instances du parti qui élaborent le programme de façon démocratique. Au deuxième, trône le chef qui, avec sa garde rapprochée et un exécutif national impuissant sinon complice, modifie à sa guise la volonté des militants exprimée sur le parquet des instances.

« On se ramasse dans du mou et dans du flou (...) On ne peut parler des deux côtés de la bouche en même temps », a déploré le président du groupe progressiste SPQ libre affilié au PQ, Marc Laviolette, après ce camouflet. La position de M. Boisclair sur l'énergie éolienne ressemble d'ailleurs beaucoup plus à celle du premier ministre Charest qu'à celle du Conseil national de son parti. J'espère que les progressistes encore fidèles au PQ comprendront enfin la leçon. Pendant qu'au premier étage, on les laisse discuter du programme dans les instances, les décisions cruciales sont prises au deuxième étage par quelques individus dans l'atmosphère feutrée d'un club privé, comme ça se pratique d'ailleurs dans tous les partis traditionnels où le programme, ou ce qui en tient lieu, est considéré comme un hochet pour occuper les militants.

PAUL CLICHE
militant progressiste
membre de Québec solidaire

Un tigre dans la jungle politique

ON AURA RAREMENT ENTENDU un pareil chorus de voix discordantes dans notre monde politique. Il a suffi d'un mot, le mot « nation », accolé au Québec, qui a agi comme le tigre lâché dans la jungle.

Cela a commencé par Ignatieff, candidat à la chefferie du parti libéral fédéral, qui cherchait semble-t-il à piéger ses adversaires, notamment l'antiquébécois notoire Stéphane Dion. À Ottawa, le chef bloquiste Gilles Duceppe, tentant de piéger le premier ministre Harper, a proposé au Parlement une motion reconnaissant le Québec comme nation. Pour piéger le piégeur, Harper a présenté sa propre motion

reconnaissant la nation du Québec « dans le Canada uni », qui a été adoptée par une forte majorité.

Le débat était lancé. Vive discussion à savoir s'il s'agit de tous les Québécois ou seulement des Canadiens français vivant au Québec. Colère au Canada anglais. Démission d'un ministre ontarien du gouvernement Harper. Quoi qu'en disent les experts qui assurent que ces motions n'ont aucun effet juridique, le mot « nation » est un puissant symbole. Désormais, le Québec n'est plus une « société distincte », expression vague et sans panache, il est une nation, un mot qui fait vibrer d'émotion.

Cette nation n'oublie pas les Canadiens français. Elle devient leur foyer national, s'ils le désirent.

PIERRE DE BELLEFEUILLE

Nation ou société ?

DANS L'ÉDITION DU DEVOIR DE LUNDI DERNIER, l'historien « postnationaliste » Jocelyn Létourneau se pose la question suivante: Plutôt que de nation, « Pourquoi ne pas parler de société? ». Société? Qu'est-ce à dire? Une société de gestion? Une société d'État? Une société industrielle? La haute société? La Bonne société? Une société secrète? La société ontarienne? Bien sûr qu'au Québec, il y a une société dont on a dit, en 1987, qu'elle était distincte. La distinction fut refusée. Au plan sémantique, ce « jeu de société » fut un échec. Passer de « nation » à « société », affaiblit la notion même d'appartenance à un groupe dont le destin est marqué par une histoire, une langue, une identité, une culture, voire une géographie. La nation n'est pas une compagnie dont les membres sont regroupés autour d'un intérêt corporatiste, économique, religieux, commercial ou autre. La nation se réclame d'une mémoire, la société d'une organisation d'intérêts. Dans son mémoire présenté à la Commission parlementaire sur la Constitution, à l'automne 1987, *Le gouvernement doit cesser de jouer avec les mots. Cette société distincte est un leurre*, l'union des écrivains et des écrivains québécois refusait de substituer au beau mot de peuple, le terme ambigu de « société »: « Ce ne sont pas les « sociétés distinctes » mais bien les « peuples » qui perpétuent les langues maternelles et créent les cultures et les littératures originales. » En proposant de parler de société plutôt que de nation – ce choix n'est pas innocent –, Jocelyn Létourneau nous ramène vingt ans en arrière, dans un débat stérile qui, encore une fois, gomme la réalité nationale du Québec au profit d'une ambivalence qui, même avec le souci de faire avancer le Québec, est malsaine.

BRUNO ROY

L'avenue Boubou ?

CELA SORT ON NE SAIT D'OÙ. L'avenue du Parc, y compris son prolongement, de Bleury, nom historique, s'appellera donc Robert Bourassa, fin novembre, si le conseil municipal donne suite. [N.D.L.R. ce qui fut fait le 28 novembre dernier] Cette décision préfabriquée, politicienne, ridicule et apparemment sans appel, est annoncée à peu près comme un fait accompli. Ce sera donc la loi, qu'on n'aura qu'à subir.

Cette absurdité, signée Tremblay, sans doute issue des recoins du PLQ, sera désormais l'image de Montréal. Cette belle avenue, identifiée à notre ville, au flanc du mont Royal, est un peu l'équivalente, pour ne donner qu'un exemple, de l'avenue de la Liberté, à Lisbonne.

Débatte-t-on jamais une grande artère, dominante, ouverte, centrale, centenaire, pour lui donner le nom d'un politicien, ait-il été premier ministre, au demeurant figure un peu quelconque, personnage futé mais sans grand caractère, esprit fuyant, chef d'un parti opportuniste, opportuniste lui-même, artiste du statu quo, et qui chercha sans cesse à affaiblir le Québec devant le centralisme d'Ottawa ?

Je m'en souviens fort bien. En 1991 et 1992, j'ai écrit quatorze articles, « Chronique de l'écrasement », sur ce politicien et son comportement astucieux, pusillanime, défaitiste et ratoureux. Il

avait fallu qu'on se mette à quatre, un jour, pour l'empêcher de tout lâcher, pendant la conférence fédérale-provinciale de Victoria.

L'écrasement ? Le mot échappa à une fonctionnaire, madame Wilhelmy, au sortir d'une conférence (était-ce cette conférence, je ne me rappelle plus), au téléphone, communication interceptée sur les ondes, j'ignore comment. Bourassa s'est « écrasé », disait cette dame. Le mot convenait fort bien à ce que le public connaissait de Bourassa à cette époque. La presse s'empara de l'incident. La délinquante, par la suite, paya pour cette incartade.

Prenez l'affaire du rapport Allaire, document présenté un jour aux assises du PLQ. Dans ce rapport, M. Allaire réclamait d'Ottawa plusieurs pouvoirs importants pour le Québec. Il fut adopté par le parti avec l'appui de Robert Bourassa lui-même. Un an suffit par la suite à ce dernier pour tourner sournoisement le rapport en question, auquel il avait pourtant donné son aval, et pour le couler et faire ainsi rentrer dans le rang l'aile progressiste et nationaliste du parti...

Bourassa avait cependant des qualités. Il joua un rôle important dans le développement hydro-électrique du Québec. Mais en même temps, à petits pas, il livrait le Québec aux volontés du ROC (Rest of Canada) en matière constitutionnelle.

Robert Bourassa n'a jamais eu la stature d'un grand leader national. Au contraire.

L'idée de lui consacrer la plus belle avenue centrale de Montréal braque une partie des Montréalais. Est-ce qu'on nomme une grande avenue contre le gré de la moitié d'une population ?

Avoir désormais constamment sous les yeux ce nom-là pour désigner une avenue qui emprunte à la montagne elle-même une sorte de majesté serait insupportable.

Naguère, à Outremont, on nous a déjà fait le même coup. Il s'agissait de donner un nom à la nouvelle bibliothèque municipale. Plusieurs suggéraient André Laurendeau, décédé depuis plusieurs années, Laurendeau, journaliste et écrivain, figure éminente de notre société, homme de beaucoup de culture, esprit d'une grande finesse, intellectuel et qui au surplus avait habité Outremont pendant une grande partie de sa vie. Peine perdue. Des libéraux, sans doute, imposèrent le nom de Robert Bourassa, adopté ensuite servilement par le conseil de ville.

Nommer une rue Robert-Bourassa se défend, bien entendu. On pourrait penser, disons, à la rue Maplewood, à Outremont, où il vécut. La rue en question est située

dans les hauteurs et bordée de grandes et riches demeures. Bourassa était millionnaire, par sa femme, une Simard de Sorel. Choisir cette rue ne heurterait personne. Nul n'en serait outré, tandis que pour l'avenue du Parc, l'obstination outre-cuidante du libéral Tremblay prend de front une importante fraction de l'opinion, comme à Orford...

Quel est ce vice politicien, quelle est toujours cette morgue qui permet ainsi de vouloir forcer des résistances politiques profondes et légitimes ? Pourquoi, dans le cas, vouloir à tout prix imposer pareil symbole, celui-là grandement excessif par l'espace public qu'on lui réserve ?

PIERRE VADEBONCEUR



LE COIN DU MASOCHISTE

On est tout autant maso à se délecter des discours moralisateurs des Pratte et Lysiane dans La Presse que de ceux des Barbara Kay et Jane Wong dans les journaux du ROC. Ma principale auto-flagellation de novembre a justement été de me pencher sur les élucubrations de ces deux scribouilleurs, un jour expliquant pour la millième fois aux Anglois « What does Quebec want », et se fendant en quatre le lendemain pour faire comprendre aux Québécois combien il est douillet de rester dans le plus meilleur pays du monde.



ENFANT, j'avais maintes fois entendu les grandes personnes parler de « la putain de la rue Saint-Jacques ». C'était quand elles commentaient ce qu'elles avaient lu la veille dans La Presse. Je m'interrogeais. Comment parler ainsi d'un journal dont ma prude grand maman se délectait chaque jour, à la recherche de qui de ses lointains cousins étaient décédés ? J'ai vite compris : « putain », parce que déjà les gens de l'époque

considéraient La Presse comme étant plus préoccupée des intérêts des gros bonnets que de ceux du monde ordinaire ; rue Saint-Jacques parce que l'édifice de La Presse y est situé, mais aussi parce que les gros bonnets avaient pignon on St-James Street.

« La putain

de la rue Saint-Jacques »

Dans les années cinquante, l'arrivée de la télévision a fait que l'on a moins entendu la vilaine expression. Et pour cause. Pas encore menacés d'avoir à s'occuper des vases chinois, les artisans du nouveau média avaient réussi à créer une relative ère de liberté. Or, se sentant en grave danger vu cette concurrence, La Presse s'était rapprochée du peuple. Pas pour longtemps. Il arriva que la Révolution tranquille avait fait grincer des dents un Franco-Ontarien ayant fait fortune dans le transport par autobus. Le monsieur avait des crampes à l'estomac rien qu'à penser à la « raffe » par l'État de sa chère Shawinigan Water and Power. Il s'appelait Paul Desmarais et détenait une bonne part des actions de la Shawinigan.

Si, quand il s'agit de défier le marché, La Presse avec l'arrivée de Nathalie Elgrably, a dû partager le trottoir

avec Le Journal de Montréal, elle est putain indétrônable en matière « d'unité nationale ». L'unité du Canada, s'entend. Et on vient de voir un Pratte suppliant les délégués libéraux du ROC de voter en faveur de la résolution voulant que le Québec soit une nation. Invitant même les trudeauistes à s'y commettre (Pratte, Quebec as a nation? Absolument!, Globe and Mail, 26 octobre). Façon comme une autre de dire que tout cela ne veut rien dire.

Lysiane Gagnon descendra plus bas encore en disant aux Anglois que « ce n'est pas le Québec qui forme une nation, mais les Québécois », entendez les Canadiens français (There's no Quebec "nation", Globe and Mail, 13 novembre). Elle leur donne raison de vouloir que le

Québec soit une province comme les autres. Elle dénie donc le droit de la majorité francophone du Québec d'intégrer les immigrants à sa culture. Étrange qu'elle ne répète pas cela dans sa chronique de La Presse. Dans celle du Globe du 20, elle conseille à ses amis de ne plus s'en faire : lors de la prochaine campagne électorale, Jean Charest n'aura qu'à peindre le PQ comme le parti qui divise les Québécois en voulant un référendum et la partie sera gagnée. Elle aurait pu ajouter : « Nous à La Presse, cela fait quarante ans que nous bossons à diviser les Québécois et ainsi sauver le Canada. Applaudissez-nous. »

Mais commence peut-être à se fissurer tout l'édifice idéologique mis en place depuis ces quarante ans par Ti-Paul pour empêcher les Québécois de prendre en main leur destin. Une hirondelle ne fait pas le printemps, mais, notre hirondelle est ici un journaliste, anciennement de l'écurie Gesca, et qui maintenant clame son haut-le-cœur. Dans Vous êtes pas tannés... bande de caves (s'est-il inspiré de ma dernière chronique ?) (Le Journal de Montréal, 11 novembre) Michel Vastel écrit : « ...en gros le message de Pratte aux Québécois est celui-ci : « Vous n'êtes capables de rien de bon. Regardez ce que font les autres, c'est tellement mieux ! Et n'allez surtout pas vous plaindre puisque vous êtes responsables de votre malheur. Alors, le débat sur la nation, ne vous mêlez pas de ça, c'est pour les grands... »

Dès le lendemain, Pratte réagit : « Nous allons continuer d'expliquer pourquoi les Québécois n'ont nul besoin de prendre le risque de la séparation... Et bla, bla, bla. » Ce

que Pratte veut dire à ses lecteurs, qui sont sûrement très majoritairement souverainistes : « Je vais continuer à vous enfoncer le Canada dans la gorge, même si vous n'aimez pas cela. » Preuve que le Québec est colonisé, on ne peut même pas penser le centième d'une situation semblable à la Gazette.

Alors que tous les feux rouges clignotent « danger », notre mercenaire scribouilleur à la solde des Desmarais nous chante encore que « tout va très bien madame la marquise. » Comme au temps de Duplessis, le monde ordinaire n'a pas fini de penser. La Presse reste encore la grande putain de la rue Saint-Jacques.

CLAUDE G. CHARRON

Vous aimez lire la satire du Couac ?

Vous adorerez écouter **Musironie**, la radio-poubelle de gauche, au www.musironie.com!

Chaque semaine, Alain St-Pierre, Guillaume Lévesque et Bob l'Aboyeur

nous présentent les faits marquants des « grands médiocres », les « Bob nouvelles » de la semaine et les perles de l'actualité scientifique, tout ça bien sûr avec une bonne dose d'humour et de dérision!

Musironie est diffusé sur les ondes de Radio-Montréal (CIBL) 101,5 FM, le vendredi de 14 à 16 heures.



Guerre en Afghanistan

« Le savoir-faire canadien »

LA PROPAGANDE EN FAVEUR DE LA GUERRE que mènent les soldats canadiens en Afghanistan va bon train dans les médias d'ici. Des journalistes déployés à l'autre bout du monde

Kaboul et ses alliés, les forces d'intervention envoyées par l'URSS. On peut toutefois imaginer que la Pravda et les médias soviétiques expliquaient à cette époque à leur public que les soldats de

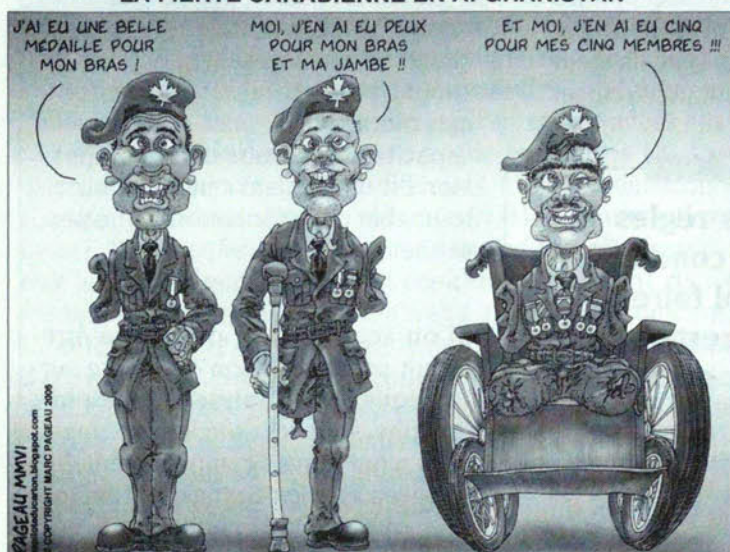
l'armée afghane savaient se montrer valeureux dans leur lutte contre les rebelles financés par les États-Unis. Ces médias soviétiques devaient aussi expliquer, sans nul doute, que la guerre était menée au nom de la solidarité internationale, de l'égalité, de la liberté et de l'émancipation des femmes; autant de valeurs menacées par les rebelles conserva-

teurs et religieux financés par les États-Unis.

Autre époque, autres mœurs. En toute cohérence avec l'idéologie économique libérale, la journaliste de Radio-Canada déplorait dans son reportage la terrible concurrence que menaient les talibans à l'armée officielle afghane. C'est que le soldat qui s'engage dans l'armée afghane est payé 4\$ par jour, alors que les talibans offrent — selon la journaliste — jusqu'à 8\$ par jour aux miliciens qui se joignent à eux. « De quoi faire réfléchir », a lancé la journaliste en conclusion à l'auditoire surpris qu'on puisse préférer quelques malheureux dollars à la démocratie, la liberté, les écoles et les Tim Horton que livrent gratuitement l'Occident à l'Afghanistan. L'Occident battu par les lois du marché, dont tirent profit des musulmans ultra-orthodoxes. La honte. Heureusement que nos alliés sont « valeureux », contrairement à ces méchants talibans qui sont uniquement animés par l'appât du gain facile.

FRANCIS DUPUIS-DÉRI

LA FIERTE CANADIENNE EN AFGHANISTAN



nous concoctent de gentils reportages pour nous faire aimer la guerre et « nos » soldats qui la mènent en notre nom. La télévision de Radio-Canada diffusait ainsi le 6 novembre 2006 un reportage intitulé « Le savoir-faire canadien ». Ce « savoir-faire », c'est celui de soldats bien de chez-nous qui apprennent à des soldats de l'armée officielle d'Afghanistan comment s'organiser pour tuer plus efficacement. Le reportage nous montrait des soldats afghans sympathiques et souriants, que la journaliste nous disait être très « valeureux », malgré le peu de matériel dont ils disposaient pour semer la mort.

Y a-t-il eu dans les années 1980 de pareils reportages, et sur le même ton complaisant, produits et diffusés par Radio-Canada au sujet de la formation qu'offrait l'Armée rouge de l'URSS aux soldats afghans du régime communiste alors au pouvoir à Kaboul? J'en doute... Je me souviens plutôt que « nos » médias nous diffusaient des images de sympathiques et « valeureux » « combattants de la liberté », c'est-à-dire des rebelles qui se battaient contre le régime officiel de

Depuis le 9 octobre 2006, la planète est dans le « rouge »

SAVIEZ-VOUS QU'UNE ONG BRITANNIQUE, New Economics Foundation (NEF), calcule depuis vingt ans le niveau mondial de consommation des ressources naturelles.

La NEF établit à chaque année, la journée précise où nous dépassons la limite de prélèvement de nos ressources naturelles. Dès ce moment, nous commençons à vivre carrément dans le rouge. Nous consommons chaque année davantage de ressources naturelles compromettant leur capacité de renouvellement.

Jour de la dette écologique

Cette date anniversaire a été baptisée, le « jour de la dette écologique ».

À partir de cette date fatidique, nous épuisons nos ressources. Depuis le 9 octobre 2006 et jusqu'à la fin de l'année, nous vivons sur la marge de crédit « environnementale ».

Depuis vingt ans, cette date arrive de plus en plus tôt dans l'année. Ce qui signifie que les ressources disponibles pour une année sont consommées de plus en plus vite. En 1987, l'humanité était passée dans le rouge un 19 décem-

bre. Huit ans plus tard, la date de rupture a été devancée d'un mois, soit le 21 novembre.

Un prix à payer

En vivant au-dessus de nos moyens et en amassant une dette écologique de plus en plus importante, nous augmentons la pauvreté dans le monde privant des millions de personnes des éléments nécessaires à la survie de la terre pour cultiver, de l'eau potable et de la nourriture. De plus, nous rompons les équilibres naturels mettant en péril les écosystèmes de la planète. Ce que nous prélevons en surplus ne nous est pas rendu à la nouvelle année d'où l'épuisement des ressources... ne pensons qu'à la baisse dramatique des stocks de poissons.

À quand le jour de la dette écologique un 22 avril, jour de la terre? Plus tôt que vous ne le pensez... La Grande-Bretagne, selon les calculs de la NEF, est entrée dans le rouge le 16 avril de cette année!

CLÔDE DE GUISE

Le prochain article portera sur l'impact négatif de l'exploitation forestière industrielle sur les collectivités pygmées.

Fais-le pour toi

On te dit et on te répète:
qu'on vient de sortir
3 nouveaux gratteux
excitants (plus les
12 qui existaient déjà);
que dans tel gratteux,
il y a 20 cases à gratter;
que tout ça est disponible
dans TOUS les bons
dépanneurs;
que le gros lot est de
14 millions de dollars;
que ça change pas le
monde, mais que...
Mais on te dit **surtout**
de faire preuve de
mo - dé - ra - tion...

Une pub de Loto-Québec contre le jeu compulsif,

c'est comme si le pape distribuait des condoms;
c'est comme si Roch Denis devenait vérificateur général;
c'est comme si Françoise David épousait un masculiniste;
c'est comme si Israël créait une fondation contre les mines anti-personnel;
c'est comme si le Père Noël devenait un adepte de la simplicité volontaire;
c'est comme si le Canada disait oui à une nation québécoise mais dans un Canada uni;
c'est comme si Le Couac passait une pub de Loto-Québec!

8 sur 8

La combinaison gagnante



Faites le point
sur vos habitudes
de jeu.

Découvrez votre portrait de joueur en vous procurant le dépliant 8/8 sur le site 8sur8.com.

Si le jeu n'est plus un divertissement...

1 866 SOS-JEUX
1 866 767-5389

JEU : AIDE ET RÉFÉRENCE

Loto-Québec

Aucune combinaison gagnante; que des combines.

Loto 9/11

Bye bye boss!

Le jeu, c'est du vol

Reçu 8/8!

FONDATION
MISE SUR TOI
une initiative de Loto-Québec

INTRODUCTION À L'ÉTHIQUE

8/12 : DES OBJECTIONS ADRESSÉES À KANT

UN PHILOSOPHE CONTEMPORAIN, Alastair MacIntyre, a écrit : « Pour bien des gens qui n'ont jamais entendu parler de philosophie — et encore moins de Kant — la morale est pour l'essentiel ce que Kant a dit qu'elle était ». Et en effet, après avoir pris connaissance des idées de Kant sur l'éthique, nombreux sont ceux qui se disent que ce philosophe exprime tout haut et de manière articulée ce qu'ils pensaient déjà tout bas, de manière plus ou moins confuse.

On se rappellera que ce socle de convictions comprend l'idée que l'éthique est affaire de devoirs, accomplis inconditionnellement et qui nous obligent absolument. Il comprend également l'idée que l'on peut dégager par la raison les règles morales universelles qu'il nous faut suivre en se demandant si la maxime qu'on s'appête à suivre pourrait être universalisée.

Le système de Kant a néanmoins fait l'objet de virulentes attaques. Voici justement trois critiques particulièrement redoutables qui lui ont été adressées.

Ne tenir aucun compte des conséquences ?

Une première objection est que le refus obstiné de prendre en compte les conséquences d'un acte pour juger de sa valeur morale conduit à des conclusions aberrantes et profondément contre intuitives. On le verra avec l'exemple suivant.

Imaginez que vous êtes tranquillement assis chez vous un soir lorsqu'on sonne à la porte. Vous ouvrez. C'est un inconnu terrifié qui se tient devant vous. Il vous

dit son nom (Johnny Matraque) et vous informe qu'il est poursuivi par des gens qui veulent le tuer. Il vous implore de le cacher. Vous le laissez entrer et le mettez à l'abri dans une pièce fermée. On sonne de nouveau à la porte. Vous allez ouvrir. Cette fois, ce sont manifestement ses poursuivants qui se tiennent devant vous. L'un d'eux vous demande simplement : « Johnny Matraque est-il ici ? » Que devez-vous faire ?

La réponse kantienne est que l'obligation de ne pas mentir étant un impératif catégorique qui ne souffre pas d'exception, vous devez répondre : « Oui ». Ce cas imaginaire a justement été soulevé contre le système de Kant. Dans le débat qui s'est alors engagé, celui-ci a notoirement maintenu son point de vue, en arguant par exemple qu'on devrait répondre : « oui », mais refuser de céder l'entrée de la maison ; ou en rappelant que si on répond : « non », les poursuivants reprendront leur route et trouveront peut-être l'étranger dans la ruelle qui cherchait à fuir par la fenêtre, lequel mourra donc par votre mensonge !

Mais il paraît difficile de ne pas concéder que le sens commun, dans ce cas comme dans bien d'autres similaires, ferait une place aux conséquences d'un acte pour évaluer ce qu'il convient de faire.

Vacuité et formalisme

La situation hypothétique que nous venons d'évoquer permet d'introduire une deuxième critique à l'endroit de la morale kantienne : celle-ci serait finalement vide. L'idée est ici que, préoccupé seulement de la forme ou de la structure de la moralité (son universalité et son caractère impersonnel, notamment), le

système de Kant nous laisse tomber dès qu'il s'agit d'en préciser le contenu et notamment de décider entre deux avenues d'action également acceptables dans ce système mais incompatibles. Précisons cela. « On ne doit jamais mentir » a été invoqué plus haut pour refuser

L'idée qu'il y a des règles morales absolues conduit à ne plus savoir quoi faire en pratique lorsque certaines de ces règles entrent en conflit l'une avec l'autre.

de répondre : « Non » à la question de poursuivre. Mais il aurait été possible, semble-t-il, d'invoquer la maxime : « On ne doit jamais faire de mal à un innocent », pour justifier de répondre : « Non ». Bref : l'idée qu'il y a des règles morales absolues conduit à ne plus savoir quoi faire en pratique lorsque certaines de ces règles entrent en conflit l'une avec l'autre.

Et les émotions, là-dedans ?

On a également reproché à Kant, et ce sera notre troisième et dernière critique, son hyper-rationalisme froid, qui confinerait la moralité aux strictes bornes de la raison, sans faire de place ni à la personnalité ni aux émotions.

Or — du moins cela semble à plusieurs personnes une évidence — des émotions comme la compassion, la pitié, la sympathie ont bel et bien une place à jouer à la fois dans la moralité et elles ont leur place dans la formation d'une personne qui agit moralement.

Après tout, si je donne des sous à un mendiant, il se peut certes que ce soit par devoir, mais il se peut aussi que mon geste soit motivé par une certaine compassion. Bien des gens maintiendraient donc non seulement que ce sentiment peut parfaitement inciter à agir moralement, mais aussi que la capacité à ressentir cette compassion est un élément central et incontournable de la formation d'une personne morale.

Si on accepte cela, on pourra être séduit par la réflexion d'Aristote sur l'éthique. Les analyses de ce philosophe sont très anciennes, mais elles n'ont jamais complètement été oubliées et elles connaissent même depuis quelques décennies un net regain de popularité. En fait, avec la position conséquentialiste des utilitaristes et celle de la morale déontologique kantienne, que nous avons toutes deux discutées, la position d'Aristote, appelée *arététique* ou éthique de la vertu, constitue la troisième grande voie traditionnelle en matière d'éthique.

Nous en parlerons la prochaine fois.

Une lecture

L'exemple de l'homme poursuivi par des assassins auquel je fais référence dans cet article avait été imaginé par Benjamin Constant. Son texte et la réponse de Kant ont été récemment republiés ensemble dans : CONSTANT, B. et KANT, E., *Le droit de mentir*, Éditions Mille et une Nuits, Paris, 2003.

NORMAND BAILLARGEON
baillargeon.normand@uqam.ca

REVOLUTIONS

LARA, Kabaret Montréal (Lara H./Local) Chaleureusement Lara y va de sa voix de toutes les Europes, parfois aux carrefours arabisants, accompagnée d'accordéon, contrebasse, clarinette, guitare, batterie et trompette. Violons et piano parachèvent cette trame métrique. Le grand mérite des musiciens consiste à ne pas envahir l'espace sonore et l'équilibre avec le chant s'en trouve d'autant plus brillant. On note la reprise émouvante de La vie de factrice de Clémence Desrochers avec violon et contrebasse (à l'archet). Revoici donc l'esprit et la lettre du cabaret politique de retour !

GUÉRILLA POUBELLE, Il faut repeindre le monde en noir (Disques Electrochoc/ Nulle part Rec.) Des Français co-édités au Québec par deux labels forcenés qui compagnonnent diablement l'esprit DIY punk rock dans un registre proche des Cadavres et de Rancid ; bref avec le couteau entre les dents ! Cet album distribué en France par Crash (de Marsu-associé au Bérus et autres précurseurs) se voit ici embelli de quatre titres (au total vingt brûlots !) et d'une pochette toute neuve. Leur humour cabotin suppose de mordre à pleines dents dans le faux, le caoutchouteux et le merdique pour mieux recracher le tout... Exception culturelle et trafic d'armes, la fin suffira et l'horreur est humaine sont de ces pièces balancées dans la joie et l'anarchie !

ROBERTO LOPEZ PROJECT, Qué pasa ? (Curura musique/ BROS)

Colombien et québécois, Lopez orchestre et fraternise dans un immense bonheur avec des voix de femmes le plus souvent en cœur, des cuivres incandescents et une nuée de percussions. Liberté, résistance et rythmes latins font de ce disque une festività qui accompagnera merveilleusement vos envies d'ondoyer, de tourner et de sautiller pour révolutionner dès le lever du soleil. Entièrement en espagnol, ce projet ravive les racines, notamment avec des flûtes, tout en ayant un swing ancré dans un présent international.

RAMON VITESSE



OGROJ, AVEC LES KRAZBEK'S, Affreux, bêtes et gluants (Albin Michel) nous joue, à la manière d'un Lafontaine égaré chez le diable, des fables mettant en vedette des insectes tous plus abjects et plus amoraux les uns que les autres. Tous les vices y sont joyeusement célébrés avec une prédilection à taper sur les fourmis et les bêtes à bon dieu. Les tares humaines (racisme, exploitation, haine, etc.) restent inévitables dans cette BD très punk... Laisse béton j'démystifie chantait un certain Renaud (plus jeune). LA MÉMOIRE DANS LES POCHEs, 1^{ère} partie (Futuropolis) de Le Roux/ Brunswick associe un dessin réalistico-caricatural pour une vaste histoire où les coups de théâtre sont légions. De fait, ce long flashback d'un petit vieux qui aboutit avec une nouvelle-née arabe dans un rade déconstruit les bons sentiments pour traquer le racisme dans une famille pourtant reconnue pour son militantisme... Ces premières quatre-vingt cinq pages traitent clairement des sans-papiers, des squatts et d'éthique. Après le Japon de Boilet voici le Vietnam

de Gérald Gorridge dans LES FANTÔMES DE HANOÏ (Casterman). Pour avoir fréquemment habité à Hanoï, l'auteur et admirable coloriste, dans un livre évoquant l'autobiographie, la quête amoureuse et l'observation participante au sein d'un microcosme social, parvient à déstabiliser nos repères habituels ; nous voici voyageurs. Ici on voit très bien les mutations rapides des quartiers et la prolifération des deux roues motorisées supplantant le vélo avec les conséquences imaginables. Facile pour nous qui en sommes au tout au char ! LES TROIS PETITS COCHONS (Emmanuel Proust) de Tarek/Morinière/ Svart revisite et questionne le conte archi connu avec verve. Pas un mais trois loups, dont deux étrangers, sont conviés à un renouvellement du texte original, de même que toute une société d'animaux pour, enfin, en découper avec cet idiot de magicien qui prétend régenter la forêt. Une version disons, plus politique. HENRI DÉSIRÉ LANDRU (Vents D'Ouest) de Chabouté permet, vu sous l'angle d'une machination, de vilipender la machine guerrière qui a besoin de héros intègres et charcutables à satiété, de traquer le théâtre de la justice et de débusquer les clowns politiques sans oublier les gagnepetit toujours prêts... Effectivement en noir et d'une implacable lisibilité, cette BD est exemplaire à ne pas redire en texte un dessin, un découpage et une narrativité éloquentes.

VALENTIN TARDI

Une pipe pour la paix, est-ce bien suffisant ? C'est du moins ce que croyaient les premières nations... Cette bande dessinée raconte l'histoire d'un homme et d'une femme : l'un ancien militant communiste arrivé à 50 ans, l'autre est jeune et en pleine possession de ses moyens.

Une Pipe Pour la Paix



Neves



NEVES 11/06

(À SUIVRE)

L'histoire de la presse anar au Québec



LE CURIEUX LECTORAT DU COUAC et de la presse alternative en général trouveront matière à une mise en perspective fouillée à travers un panorama historique des différents titres ayant sévis en marge de la presse à silence avec *La presse anarchiste au Québec* (1976-2001) de Marc-André Cyr publié aux Éditions Rouge et Noir. Cyr, un historien de formation, a d'abord pris le parti d'esquisser des portraits des différents titres (*La Nuit*, *Le Q-Lotté*, *Rebelle*, *Hors d'Ordre*, *Hé... Basta!*, *Démanarchie*) pour ensuite extraire la moelle des différents discours et positions des mêmes journaux pour de nombreux sujets. L'intérêt de relire, après coup, les réflexions d'activistes et autres militants journalistes sur la chute de l'URSS, Les origines de la mondialisation de l'économie, Le Timor oriental, La lutte et la libération des femmes, le nationalisme québécois, etc. sous divers angles alternatifs a quelque chose de passionnant. Évidemment, l'auteur scinde le tout en deux chapitres; 1976-1989 Un monde bipolaire et 1989-2001 De la chute de l'URSS au Nouvel Ordre Mondial. Au delà des périodes pré-

cités, Marc-André Cyr a convié Michel Nestor pour brosser un résumé historique des premiers balbutiements de la presse anar dès la fin du 19^e siècle jusqu'à 1976; début d'une activité plus conséquente en la matière. De la même manière, histoire d'introduire un regard sur la période qui suit celle du principal objet de l'ouvrage, Francis Dupuis-Déri a été appelé à rédiger un texte survolant la période 2000-2006. De manière générale signalons que l'intérêt du bouquin consiste à dégager certains débats au sein des mouvances anarchistes québécoises. Notamment, les tiraillements concernant le nationalisme québécois ou encore ceux qui sont survenus entre *Les Sorcières* et *Le Trouble* sur des divergences en regard des luttes féministes sont des plus éclairantes de débats qui demeurent à l'avant plan de l'actualité mais tout autant de réflexions-actions révolutionnaires! Ajoutons encore une riche iconographie (l'aspect de l'art de combat y trouve ainsi un écho) et soulignons un seul regret de ne pas avoir poursuivi plus avant l'angle de l'histoire de l'histoire des révoltes au Québec, carément occultée, initiée dans la présentation du livre. Voilà peut-être un prochain bouquin?

GASPARD HANSKA

Le Couac au Festival du Nouveau Cinéma



MALGRÉ SON STATUT de média indépendant qui ne lui donnait pas droit à un laissez-passer pour l'ensemble du festival, *Le Couac* a pu assister à quelques films lors du dernier FNC.

Bienvenu en enfer

Enfermement, aliénation, désillusion, perte de sens. Ces thèmes, très présents dans la sélection à laquelle *Le Couac* a eu accès, paraissent comme une bonne nouvelle pour tout cinéophile critique de la société contemporaine. En effet, on constate avec plaisir à quel point le milieu artistique est conscient de l'horreur vide dans laquelle nous évoluons actuellement. Si le film *Wristcutters: A love story* de Goran Dukic souligne d'un trait un peu grossier ces constats, on peut néanmoins reconnaître l'originalité dont le scénario et l'idée de départ font preuve. Un après-monde réservé aux personnes qui ont commis le suicide et où tous les personnages sont pâles, incapables de sourire et forcés à évoluer dans un environnement désertique et terne ne manque pas d'intérêt, voire d'audace surtout quand Tom Waits fait partie du casting. Toutefois, en fin de parcours un fond d'espoir cul-cul et quelques twist hollywoodiens viennent gâcher cette sauce intéressante.

Quand s'ouvre *The Bothersome Man* du Norvégien Jens Lien on a l'impression qu'il aborde exactement le même sujet que *Wristcutters* (surtout si on les voit l'un après l'autre). En effet, le film commence sur un suicide qui semble mener dans une autre réalité. Là, toutefois, le regard sur notre monde est subtil, acide et dévastateur. La critique de l'aliénation dans la consommation, dans le travail et dans le culte des objets est en tout point magnifique. À l'inverse, on voit poindre en beaucoup de lieux une célébration, par effet de contraste, des plaisirs charnels, sensoriels et émotifs dont notre société se vide tranquillement. Jen Lien nous fait sentir moins seul dans notre haine solitaire de ce que deviennent nos sociétés aliénantes et aseptisées.

Autre enfer, celui de la guerre, si souvent et si mal décrit par le cinéma, trouve une réponse digne du *Full Metal Jacket* de Kubrick avec *Flandres* de Bruno Dumont. Contre tous les *Saving Private Ryan* où des héros purs et glorieux vivent la dure réalité des guerres sanglantes reproduites à grand renfort d'adrénaline et d'excitation pour l'assistance, *Flandres* recrée l'horreur où l'on glisse fatalement, qu'on le veuille ou non. Notre « héros » viole, tue des enfants et des innocents, trahit ses camarades... Bref, fait tout ce qui est normal de faire en guerre et qu'on ne rend jamais aussi crûment et brutalement au cinéma.

Révolution sexuelle: le retour

Tous les cons pensent qu'elle est advenue, tous les autres savent qu'elle a été travestie. La révolution sexuelle, transformée rapidement en délire pornographique se concentrant sur une version émasculée et drabe du sexe-à-tout-prix machiste et hétérosexiste, a pris le bord au début des années 1980 et a perdu toute sa capacité révolutionnaire depuis. À preuve, le désastre qu'est devenu le mouvement « gay » à partir de ce moment. Quelle joie de voir quelques tentatives de remettre cette question à l'ordre du jour dans les films présentés au FNC.

Tentatives, disons-nous, car certains échouent, comme souvent sur cette question. Par exemple, *Wild Tigers I Have Known* de Cam Archer aborde un thème qui nous laisserait espérer une œuvre comparable au très délicat et profond L.I.E. de Michael Cuesta. En abordant la question des relations homosexuelles entre jeunes du secondaire, Archer touche à un sujet souvent mis de côté où traité à coup de clichés ridicules. On le félicite pour son flair, mais force est de considérer son essai comme largement insuffisant pour approcher un thème aussi riche. Les personnages prisonniers des contraintes sociales et de pièges sexuels déjà exploités cent fois n'envisagent pas un seul instant le rejet de ce qui les domine et optent plutôt pour un enfermement dans leurs drames personnels. Le tout est présenté autour d'une histoire qui n'aboutit pas et qui renchérit sur les clichés et les tabous bien plus qu'elle n'en vient à bout.

Quelle joie, de voir que certaines tentatives marquent, elles, en plein dans le mille. C'est le cas de *Shortbus* de John Cameron Mitchell et de *Whispering of the gods* du Japonais Tatsushi Ômori. Une sexualité, à la fois normale, exposée et amoral y est présentée. On y fait, dans les deux cas, l'utile et importante distinction entre l'amour, le sexe et le plaisir. Du même geste, on fracasse les factices distinctions d'orientation sexuelle et on expose tous les effets pervers et négatifs de la pudibonderie ambiante, autant à travers la religion qu'à travers le moralisme sexuel contemporain. Des deux se dégage une joie, une exaltation qui plairont à ceux et celles qui aiment à célébrer le sexe pour l'occasion de plaisir, d'échange et d'intensité qu'il est.

SIMON TREMBLAY-PEPIN

Des suites aux Manifestes



AU COURS DE LA DERNIÈRE ANNÉE, deux manifestes sociaux, politiques et économiques ont été publiés au Québec. Le premier était celui des Lucides; il en a inspiré un deuxième, celui dit des Solidaires.

Devant le débat amorcé par les Lucides et les Solidaires, la *Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques* de l'Université de Sherbrooke a organisé en mai 2006 un colloque intitulé « L'avenir des finances publiques du Québec: changements démographiques et finances publiques. »

En octobre dernier, issu de ce colloque, est paru, sous la direction de Luc Godbout, *Agir maintenant pour le Québec de demain: Des réflexions pour passer des manifestes aux actes*. Le livre réunit les textes de douze auteurs, qui apportent un éclairage diversifié sur les deux manifestes.

Luc Godbout, dans sa présentation de l'ouvrage, souligne l'importance, voire la nécessité, d'un débat portant sur les choix auxquels est confronté le Québec. Sa crainte est de voir se cristalliser les positions en deux solitudes: c'est que, selon lui, il s'agit de bien plus que d'un débat idéologique opposant la gauche et la droite. Rien n'est moins sûr.

Les opinions exprimées par les différents auteurs nous permettent de savoir de quel côté de ces solitudes chacun d'entre eux penche. Ceci dit, il est tout de même bienvenu de retrouver tout l'éventail des positions exposé dans un même livre. Le lecteur est ainsi mieux à même de se faire sa propre opinion et d'apprécier les enjeux dont il est question.

Mais il est bien vrai que le débat initié depuis la publication des deux manifestes a tendu à être très tranché et qu'on a tenté, du côté des Lucides, de démontrer que l'enjeu démographique était l'enjeu le plus important et qu'il fallait sortir de la dynamique gauche/droite. On le voit en lisant le livre: cela n'est guère possible et presque tous les enjeux politiques sont des enjeux qui concernent toute la population. Et dans les solutions et les moyens que nous choisissons pour y répondre, nous retrouvons, presque immanquablement, la dichotomie gauche/droite.

Le texte d'Alain Noël en particulier est très éclairant sur toute cette question. Il souligne que le changement ne peut pas se penser contre, mais doit se penser avec la société civile. Il rappelle à ce sujet la notion de pacte social que les Européens proposent pour rendre compte de leurs façons concertées de faire face aux défis posés par la mondialisation, le changement démographique et l'endettement. Cette façon de faire n'est cependant pas toujours facile à mettre en place, puisqu'elle demande de convaincre et de mobiliser, dans le respect des divergences et des perspectives des uns et des autres.

Notons encore le texte de Josée Boileau qui nous rappelle, avec raison, qu'il y a des enjeux beaucoup plus graves que le déclin démographique: à savoir l'enjeu écologique. Encore une fois, cet enjeu nous concerne tous. Cette question était écartée dans le Manifeste des Lucides; et on se demande, dans le contexte actuel, comment on peut en faire abstraction et se prétendre lucide.

Soulignons pour terminer la réponse à ce Manifeste des Zapatistes. Leur dernier spectacle, toujours à l'affiche, s'intitule justement: « Les invasions lucides ». À voir absolument pour vous aider à mieux comprendre ces vastes enjeux et aussi pour en rire — ce qui ne gâche rien.

CHANTAL SANTERRE

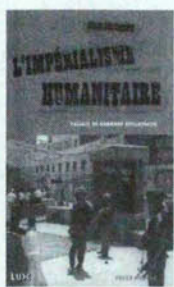
Godbout, Luc et al., *Agir maintenant pour le Québec de demain: Des réflexions pour passer des manifestes aux actes*, Les Presses de l'Université Laval, 2006.

Cher Père Noël,



Pour Noël je voudrais une décentralisation de l'État et une politique d'occupation du territoire comme celle que Roméo Bouchard propose dans son dernier livre. J'ai compris en lisant ça que les régions du Québec sont laissées aux mains des multinationales qui s'en servent comme réservoirs de ressources naturelles exportables. M. Bouchard montre aussi que les politiques de l'État n'ont fait que détruire encore plus les zones rurales. Je pense comme lui qu'il est temps de donner aux régions les pouvoirs politiques nécessaires pour se prendre en main. Peut-être que les lutins pourraient chatouiller M. Charest et l'obliger à le faire?

Je voudrais aussi, cher Papa Noël, la paix dans le monde. Je suis tanné de voir dans les nouvelles à la tivi des soldats qui se promènent en char d'assaut pour aller prendre un café chez Tim Horton en Afghanistan (c'est dur à écrire ce mot-là). J'aime pas ça non plus voir des enfants comme moi toujours tués par des bombes. Pourquoi c'est toujours les plus petits qui sont les plus morts? Je suis fâché fâché contre M. Bush qui dit que c'est parce qu'ils sont méchants qu'on les attaque. C'est même pas vrai, j'ai lu dans le dernier livre de M. Bricmont, *L'impérialisme humanitaire*, qu'on les attaque surtout pour leur voler leur pétrole en disant à tout le monde autour qu'on leur apporte la démocratie. C'est des menteries ça, Père Noël, j'espère que tu vas t'en rappeler avant d'aller à la Maison-Blanche. Moi je pense comme M. Bricmont qu'on



peut pas défendre les droits humains en tuant d'autres humains.



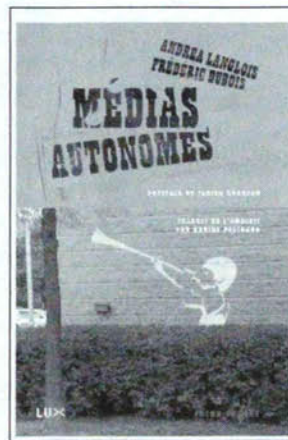
J'aimerais ça aussi pour Noël qu'on reconnaisse vraiment le travail des femmes dans notre société. Ici à la maison, maman a déjà presque tout organisé pour le réveillon, alors que papa est planté devant le football depuis une semaine. Hier j'ai regardé le nouveau livre que maman s'est acheté. *Pointe-Saint-Charles, un quartier, des femmes, une communauté*, que ça s'appelle. Là-dedans, on se rend compte que si les femmes ne s'étaient pas organisées, il n'y aurait sûrement pas eu de mouvement communautaire au Québec. Elles font plein d'affaires, les mamans, j'avais pas réalisé. Je savais pas qu'avant, elles avaient pas le droit de voter et qu'on leur disait juste de faire des enfants pis le ménage. Les femmes dans le livre, elles sont sorties de chez-elles et elles se sont occupées des affaires du quartier, pour que les tout petits puissent avoir des parcs, pour que les voitures, elles roulent moins vite, pour avoir des garderies, plein d'affaires. Je comprends maintenant pourquoi maman, elle court toujours. Je vais lui dire merci, ça lui fera plaisir.

Toi, Père Noël, oublie pas ce que je t'ai demandé. De toute façon, tu vas avoir le temps de t'en occuper, parce que tous les chefs d'État, tous les militaires et tous les gens qui dirigent les grosses entreprises, ils ont été méchants cette année et ils ne devraient pas avoir de cadeau. Sinon, ça serait vraiment trop injuste.

TI-POU

Roméo Bouchard, *Y a-t-il un avenir pour nos régions? Un projet d'occupation du territoire*, Montréal, Éditions Écosociété, 2006.
Jean Bricmont, *L'impérialisme humanitaire*, Montréal, Lux Éditeur, 2006.
Collectif Courtepointe, *Pointe-Saint-Charles, un quartier, des femmes, une communauté*, Montréal, Éditions du Remue-ménage, 2006.

« Futur proche »



Frédéric Dubois et Andrea Langlois (coord.) Médias autonomes

Nourrir la dissidence et la résistance. Ce recueil d'essais, rédigé par des artisans des médias autonomes, montre, entre autres, que les mouvements altermondialistes ont su occuper de façon constructive les nouvelles technologies et les moyens de communication afin de faire entendre leurs revendications.

Véritable pavé dans la mare de la concentration de la presse et de l'uniformisation de l'information, *Médias autonomes* fait la démonstration qu'une alternative aux médias de masse est possible, souhaitable et en construction.

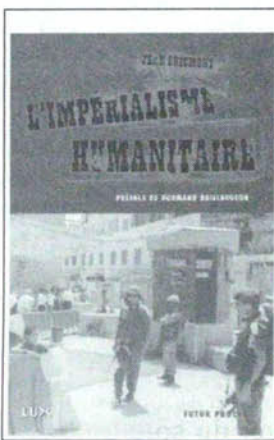
264 pages
27,95 \$

Jean Bricmont L'impérialisme humanitaire

Droit humanitaire, droit d'ingérence, droit du plus fort?

Toute idée, aussi légitime soit-elle, court le risque d'être transformée en idéologie et d'être utilisée par les pouvoirs en place à des fins qui leur sont propres.

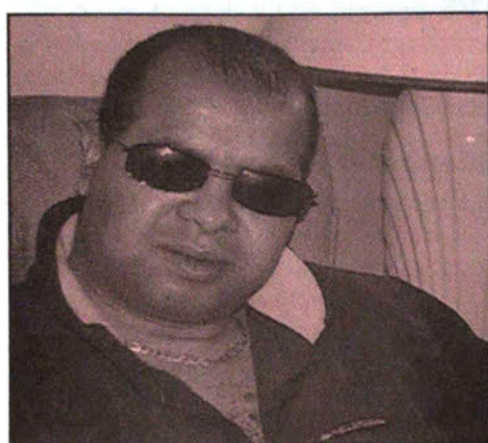
Ce livre se propose de démêler un certain nombre de confusions idéologiques fort répandues sur les thèmes des droits de l'homme, de la démocratie et des rapports entre l'Occident et le reste du monde, confusions qui représentent le principal obstacle à la construction d'un réel mouvement d'opposition aux guerres impériales.



228 pages
21,95 \$



Le double enfermement



LE VENDREDI 10 NOVEMBRE DERNIER était projeté à l'ONF Bledi, mon pays est ici, de Malcolm Guy et Eylem Kaftan. Un film présenté dans le cadre des Rencontres internationales du documentaire de Montréal.

Bledi, mon pays est ici relate la trajectoire de Mohamed Cherfi, militant engagé, leader du Comité pour les Algériens sans statut qui, menacé d'expulsion, avait pris sanctuaire dans une église de Québec. On connaît la suite: violation du sanctuaire par la police, expulsion vers les États-Unis. Et c'est le pays de Georges W. Bush qui a finalement accordé à Cherfi le statut de réfugié. Ici, le gouvernement s'obstine toujours à l'empêcher de revenir à Montréal, auprès de ses amis et de sa conjointe.

Ce film nous a poussé à aller rencontrer Abdelkader Belaouini, un autre algérien à qui on a refusé le statut de réfugié et qui vit depuis 11 mois à l'intérieur de l'église St-Gabriel, dans Pointe-Saint-Charles. Cet homme est aveugle depuis près de 20 ans et diabétique.

Le Couac: Kader, pouvez-vous nous rappeler ce qui vous a amené à prendre sanctuaire ici?

Kader Belaouini: L'année passée, le 21 novembre, j'avais rendez-vous à l'immigration. Ils voulaient m'annoncer que je n'étais pas accepté comme réfugié. Les deux raisons qu'ils m'ont données, c'est que je n'avais pas travaillé et que je

n'avais pas de famille. Quand je suis sorti du bureau, je me suis dit que ces deux raisons-là n'étaient pas justes, que c'était pas humain. Et je me suis demandé: «Est-ce que je laisse les choses passer? Est-ce que je ferme ma gueule?» Et j'ai décidé que non, que je n'allais pas fermer ma gueule.



Parce que ce qu'a dit l'agent, que je ne travaille pas, c'est faux: j'ai travaillé dans deux places différentes, mais comme bénévole. Mais pour lui, du travail gratuit, c'est pas du travail.

Et la question qu'il m'a posé sur la famille «Est-ce que vous avez une conjointe?» Je trouvais cette question menaçante, mais je ne pouvais pas le dire. J'ai pensé «Pourquoi moi?» Pourquoi on ne demande pas au ministre Boisclair pourquoi il est gay? Pourquoi moi? C'est une discrimination, c'est ma vie privée.

De toute façon, c'est pas vrai, les raisons qu'ils ont données. Parce que si j'avais eu une conjointe, si j'avais eu un travail, ils m'auraient discriminé parce que je suis aveugle. Parce qu'ils croient que je suis un fardeau pour la société. Mais je ne suis pas un fardeau, c'est leur système qui discrimine. J'ai cherché beaucoup de travail, mais on me demandait toujours si j'avais la citoyenneté. Et quand j'allais chercher des papiers (d'immigration, NDLR), on me disait qu'on ne pouvait pas me les donner parce que je n'avais pas de travail: c'est un cercle vicieux!

Alors, j'ai décidé de continuer à me battre pour mon statut, c'est pour ça que je me suis réfugié ici.

Le Couac: Est-ce que vous recevez ici les soins qui vous sont nécessaires?

Kader: Oui, malgré le fait que je n'ai pas la carte d'assurance-maladie, le CLSC Côte-des-Neiges prend la responsabilité de me soigner, de me fournir le suivi médical et les médicaments jusqu'à ce que je sois accepté. Et le centre communautaire de Pointe-Saint-Charles me permet d'avoir une infirmière qui vient me voir à chaque semaine.

Le C: Et comment va votre santé?

Kader: Quand je suis rentré ici, je prenais une pilule. Je suis rendu maintenant à cinq pilules par jour. Je fais semblant d'aller bien, mais les médecins savent...

Le C: Est-ce que vous recevez beaucoup de visites?

Kader: Oui, j'ai beaucoup d'organismes qui me soutiennent, qui m'appellent. Mon financement vient d'Action gardien qui regroupe beaucoup d'associations. Je reçois des repas de la banque alimentaire. Toute la communauté de Pointe Saint-Charles... je me dis si je sors, comment je vais réussir à leur dire merci?

Le C: Il me semble aussi que vous avez des personnes qui vous parrainent pour obtenir le statut de résident permanent.

Kader: Oui, j'ai près de 60 organismes qui me soutiennent, des députés et même le responsable de l'immigration chez les conservateurs, même lui m'appuie.

Cinq personnes me parrainent directement et, si on en veut plus, j'en ai plus. Et j'ai même un appartement pour moi.

Je me dis toujours «Est-ce qu'ils me détestent, est-ce que j'ai fait quelque chose de mal?» J'ai jamais eu de problème avec la police.

Je suis fatigué, maintenant. Imaginez, nous les aveugles, on ne voit pas les choses qui se passent autour de nous, on n'est pas libre. Je suis déjà puni.

Le C: Oui, c'est comme un double enfermement.

Kader: C'est ça. Personne dans le gouvernement est humain. Vous pouvez écrire ça. Si quelqu'un croit en Dieu, comme les conservateurs maintenant... Je me demande comment on peut être religieux si on n'a pas la compassion et la justice dans son cœur? Est-ce qu'ils dorment bien? Avec quelqu'un d'aveugle enfermé comme ça? Ça va faire onze mois...

Au début, moi j'avais pas peur des conservateurs, mais maintenant, tout le monde commence à avoir peur.

Le C: Si vous êtes expulsé en Algérie, à quoi ressemblera votre vie là-bas?

Kader: Mes parents sont morts à 56 ans chacun et j'ai 3 frères et 2 sœurs. Ils sont tous mariés ou vont se marier bientôt. Ils ont des enfants, leur vie.

Je sais même pas où habitent mes frères maintenant et quand j'y pense, je me demande: «Je vais faire quoi là-bas?» J'ai peur. Après onze ans, qu'est-ce que je vais faire là-bas? Ma vie est ici. Et je ne sais pas ce qui va m'arriver.

Le 1^{er} décembre dernier une marche, organisée par le Comité de soutien pour Kader et intitulée *Notre communauté, notre choix: statut pour Kader*, est partie de l'église Saint-Gabriel dans Pointe-Saint-Charles pour terminer devant les bureaux d'Immigration Canada.

Pour vous renseigner ou pour soutenir Kader: http://www.soutienpourkader.net/action_fr.html

Kader anime *Radio Sanctuaire* à la station de radio CKUT (90.3 FM) dans le cadre de l'émission *Off the hour*. Une fois par mois, le vendredi, de 17 h à 18 h.

ISABELLE BAEZ

Business as usual

Jaggi Singh échappe à nouveau au harcèlement policier



SI LES PROCÈS DE MILITANTS RESSEMBLENT SOUVENT à d'interminables et monotones sagas kafkaïennes, la comparution de Jaggi Singh du lundi 27 novembre dernier à la cour municipale de Montréal avait davantage l'allure d'un captivant film de procès. Et cela, pour deux raisons: d'abord son *happy end*, puisque Singh, après s'être magistralement défendu, est sorti de la cour en homme libre; et ensuite parce que ce procès n'était ni plus ni moins qu'une démonstration des tactiques légales destinées à faire taire un «manifestant dérangeant».

Manifestant dérangeant... C'est ainsi que la preuve déposée par le procureur de la Couronne qualifiait Jaggi Singh. Et c'est ce qui, toujours selon la Couronne, avait justifié son arrestation avant même le début du point de presse où le premier ministre Stephen Harper venait annoncer l'injection de fonds pour la recherche sur le cancer à l'Hôpital général de Montréal trois jours plus tôt. Singh n'a donc jamais eu le temps de poser ses questions «dérangeantes» à Harper sur les troupes canadiennes en Afghanistan ou sur l'appui donné à Israël par le Canada lors de l'invasion du Liban en juillet dernier.

Résumons donc la situation. Un citoyen canadien se présente à une conférence de presse publique pour confronter son premier ministre sur des questions d'intérêt national. La GRC le repère et demande à la sécurité de l'hôpital de le sortir. Singh refuse, rappelle que dans une démocratie un citoyen peut demander des comptes à ses élus et «résiste défensivement» à son arrestation. On l'amène à la prison de Rivière-des-Prairies où il croupit trois jours sans avoir accès à une douche, dormant sur un banc et n'ayant que des sandwiches au fromage comme repas. Et la cerise sur le sunday? Le procureur de la Couronne qui demande une incarcération préventive jusqu'à son procès qui ne pourrait avoir lieu que dans... plusieurs mois!

Ce procureur de la Couronne au casting parfait, dynamique et flamboyant comme une tortue grise sous un ciel d'automne, fondait cette demande, pour le moins disproportionnée face à l'«offense» commise, sur trois menaces pour lui imminentes: la menace que M. Singh prenne la fuite et ne se présente pas à son procès; la menace qu'il récidive d'ici son procès; et la



menace que sa remise en liberté remette l'administration de la justice en question.

Maître Pascal Lescarbeau, agissant comme «ami de la cour», s'est alors empressé de rappeler au juge la feuille de route de Jaggi Singh, à savoir 5 procès gagnés sur 6 au cours des dernières années (le sixième étant en appel), et a expliqué au juge qu'il aurait plutôt fallu attacher M. Singh pour l'empêcher de venir mener cet énième combat judiciaire! Exit la première menace, que la Couronne retire aussitôt...

Durant sa plaidoirie, Jaggi Singh n'a pas essayé d'esquiver la menace de récidive. Au contraire, il assura la cour que, si une situation semblable se représentait, il serait à coup sûr au premier rang pour confronter le gouvernement canadien sur ses décisions meurtrières. Il a même admis qu'il le ferait sans doute en étant impoli puisque la gravité de ces décisions le scandalisait. «Mais depuis quand, a-t-il demandé au juge, l'impolitesse est-elle passible d'emprisonnement? Depuis quand le droit d'interpeller ses élus est-il punissable?» Dur coup à la deuxième menace invoquée par la Couronne. La tortue rentre un peu la tête...

Quant à savoir si sa remise en liberté allait discréditer l'administration de la justice, Singh, en fin rhéteur, a montré que ce serait plutôt son emprisonnement préventif pendant des mois, pour une condamnation éventuelle de tout au plus quelques semaines de prison, qui serait embarrassant pour l'institution judiciaire.

Il est toujours intéressant de décoder le langage non verbal d'un juge durant la plaidoirie des deux parties. Dans ce cas-ci, quand la baboune que le juge arborait lorsqu'il se faisait «instruire» par la Couronne s'est peu à peu transformé en regard intéressé et même amusé devant l'audace et l'intelligence du propos de l'accusé, la centaine de supporters qui s'étaient déplacés sur les heures de bureau pour assister au procès a senti que le vent tournait du bon bord. Quand à la tortue, on n'en voyait plus que la queue...

Dans son verdict, le juge a refusé, comme lui suggérait la Couronne, de considérer la réputation de l'accusé.



Jaggi Singh n'ayant pas de passé criminel, le juge a dit qu'il devait l'évaluer sur les gestes posés, comme s'il s'agissait d'un quelconque monsieur Tremblay plutôt que comme Jaggi Singh. C'est ainsi qu'un Johnny Tremblay qui se serait comporté comme dans les faits rapportés, et qui aurait de plus reçu les témoignages de confiance de quatre témoins comme ce fut le cas ici (dont deux employeurs professeurs d'université et un médecin), ce monsieur n'aurait jamais été considéré comme une quelconque menace pour la société et aurait été remis en liberté sur le champ. Ce que le juge ordonna, au grand soulagement de l'accusé et de ses amis.

Restait la question des conditions de libération. La première, une caution de 2000\$, fut acceptée sans problème par l'accusé. Quant à la seconde, c'est ici que la représentation devint éducative... Car il faut toujours se méfier d'un animal vaincu, fut-il une petite tortue effarée qui gigote sur le dos... Son bec acéré peut jaillir comme un éclair lorsque la liberté semble gagnée et la miner d'une morsure garante de plusieurs autres représentations.

Car comment interpréter une condition de libération comme «devoir quitter toute manifestation qui devient violente»? Quelle règle vague à souhait permettant d'arrêter à nouveau M. Singh au moindre graffiti ou carreau brisé à des dizaines de mètres de lui! Mais pour le juge, qui a bien fait son travail durant ce procès mais qui demeure un juge, avec ses repères de bourgeois bien-pensant, M. Singh a le jugement nécessaire pour quitter une manifestation qui tourne au vinaigre. Et l'on imagine ici la conception claire et sans ambiguïté d'une manif violente pour le juge: autos renversées et affrontements rangés entre la police et les manifestants, tel que rapporté par les grands médias. Mais quiconque a déjà participé à une manif sait très bien que ça ne se passe pas ainsi.

Voilà pourquoi tous les Johnny Tremblay de ce monde auront toujours une liberté bien conditionnelle. Et pourquoi les tortues ont toujours cet espèce de petit sourire narquois au bec...

BRUNO DUBUC